

de spontané, et les révolutionnaires capables, en premier lieu, de faire l'analyse concrète d'une situation concrète. Ce que faisait Marx, en écrivant (lettre à Kugelmann, 17 avril 1871) :

« Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire si l'on ne devait engager la lutte qu'avec des chances infailliblement favorables. D'autre part, elle serait de nature fort mystique si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. Ces cas fortuits rentrent naturellement dans la marche générale de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres cas fortuits. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de semblables « hasards », parmi lesquels figure aussi le caractère des chefs appelés les premiers à conduire le mouvement. »

Quels sont les « chefs appelés les premiers à conduire le mouvement » ? Peu sont connus, à part Flourens, Varlin, Ranvier, et encore uniquement dans les quartiers prolétariens de Belleville et de Ménilmontant ; les autres sont « jaillis du mouvement lui-même » et, l'opinion est générale, ne sont pas à la taille de leur rôle ; aucun, de toute façon, ne peut se prévaloir d'un parti organisé ou d'une implantation organisationnelle dans les masses parisiennes, encore moins d'un programme d'action à court terme. Le mouvement communal sera donc une succession d'actes irréfléchis, d'occasions manquées, de réponses spontanées, une défensive permanente et maladroite.

4 septembre : Paris insurgé s'est emparé de l'Assemblée Nationale et de l'Hôtel de Ville, mais se laisse voler la victoire par « une cabale d'avocats en quête de places » (K.M.).

31 octobre : la Garde Nationale des quartiers prolétariens s'empare de l'Hôtel de Ville, y installe son propre gouvernement, puis négocie... et capitule en relâchant les futurs massacreurs de la Commune.

18 mars : Paris se vide de toutes les crapules, officielles ou pas. Thiers, qui se réfugie à Versailles, ne possède plus d'armée, il suffit à la Garde Nationale de le poursuivre pour l'exterminer. Mais la Garde reste dans Paris, son Comité Central s'empresse de proposer... des élections.

On pourrait poursuivre ainsi pendant longtemps : aucune réorganisation sérieuse de la Garde Nationale, aucune organisation de Sûreté sur Paris, des fous ou des aventuriers placés à la tête des opérations militaires (Lullier, Cluseret), aucune tentative sérieuse de communiquer avec la province et d'y développer l'idée de Commune, et surtout le refus de toucher aux réserves métalliques de la Banque de France, ce qui aurait à la fois privé Thiers de toute possibilité financière, et donné à la Commune un « otage » beaucoup plus important que l'Archevêque de Paris...

Il est facile de faire l'Histoire avec des « si ». La réponse à la question « La Commune pouvait-elle vaincre » relève, sous cette forme, de la divination plus que de l'analyse. Ce qui est, par contre, certain, c'est que la Commune pouvait avoir une autre fin que cet écrasement militaire rapide et définitif auquel l'a conduit la « spontanéité révolutionnaire des masses ». L'existence de Communes dans les villes secondaires montre que le mouvement pou-

vait s'étendre. Et surtout, l'opposition qui a été faite entre une Commune-représentant-la-classe-ouvrière et une Assemblée-Nationale-à-Versailles-représentant-la-paysannerie, est une grossière erreur. Pas plus qu'un ouvrier ne se reconnaît dans le Comité des Forges, un paysan pauvre ne se reconnaît dans l'Assemblée des grands propriétaires terriens et des industriels qui siège à Versailles. Le paysan français, qui doit sa terre à 1789 (et qui pour cela, parce qu'il l'identifie à la Révolution, a soutenu Napoléon III) a pour ennemis les grands propriétaires, les monarchistes, le pouvoir centralisateur, et il le sait. La Commune lui offre le contraire. Mais elle ne dispose ni du temps ni des moyens organisationnels de le faire.

Le prolétariat isolé ? Les circonstances historiques générales ? : la classe ouvrière a derrière elle, dans la Commune, les classes moyennes qui la soutiennent, et la paysannerie ne lui est pas, de prime abord, hostile (à moins que les gardes mobiles bretons illettrés arborant le Sacré-Cœur de Jésus ne soient pris pour l'ensemble de la paysannerie... Il est quand même significatif que, malgré ses appels, Thiers n'ait reçu aucune aide de la province, ni des villes ni des campagnes, et ait dû regrouper toutes les canailles bonapartistes plus les prisonniers libérés par Bismarck, pour se faire une armée). Alors ? Les classes supérieures ne peuvent plus gouverner comme avant, les classes pauvres ne veulent plus l'être. Seule manque l'organisation capable de transformer cette crise révolutionnaire en révolution victorieuse.

## B) Les deux leçons de la Commune

1) La première se résume ainsi : tout réformisme est impossible. Ce que la bourgeoisie internationale a été capable de faire depuis relativise considérablement le massacre des Communards, et confirme par là même qu'il ne s'agissait pas d'une exception, d'une erreur de gouvernants débilés : elle a massacré depuis, elle massacrera encore, tant que le prolétariat ne sera pas capable de lui arracher le pouvoir des mains. De lui arracher et pas de lui reprendre, par les armes et pas par les votes, pour détruire l'Etat bourgeois et pas pour le réformer.

C'est ce qu'a fait la Commune : le 18 mars, Paris en armes résiste aux armes du gouvernement bourgeois et, lorsque celui-ci s'enfuit (provisoirement) jette les bases d'une nouvelle forme d'Etat. Empiriquement ? Certes, et la Commune sans programme révolutionnaire singe à la fois la Révolution de 1789 et le régime précédent ; elle recherche désespérément une légalité électorale alors qu'elle a besoin d'une victoire militaire, elle reprend les ministères bourgeois, elle se disperse, elle parle plus qu'elle n'agit. Soit. Mais elle ne réforme pas la machine d'Etat, en la « démocratisant » (et pour une cause évidente : la machine d'Etat n'est plus là, mais à des kilomètres et fait la guerre à Paris) elle la change : plus de police ni d'armée permanentes, éligibilité et révocabilité de tous les fonctionnaires, traitement fixé à un niveau minimum, armement du prolétariat. Cette leçon est si importante qu'elle amènera Karl Marx à modifier les termes du Manifeste Communiste et que Lénine en fera la base de son ouvrage sur l'« Etat et la Révolution ».